



**PRÉFET
DE L'AUDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
320 chemin de Maquens
ZI la Bouriette – CS 70069
CEDEX 09
11807 Carcassonne

Carcassonne, le 26 juillet 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10 juillet 2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

RAZ Energie 3 - SAS BKW France

90 rue Richelieu
75002 Paris

Références : UID11/66-C3-2024-283
Code AIOT : 0006606182

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10 juillet 2024 dans l'établissement RAZ Energie 3 France implanté GUICHERIC à VILLEDAGNE (11200). L'inspection a été annoncée le 27/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RAZ Energie 3 - SAS BKW France
- GUICHERIC 11200 VILLEDAGNE
- Code AIOT : 0006606182
- Régime : Autorisation

Installations terrestres de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent (Parc éolien de 8 aérogénérateurs d'une puissance totale de 18,4 MW) mis en service en 2018.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Demande de justificatif à l'exploitant	90 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Protection de la biodiversité	Arrêté Préfectoral du 13/01/2015, article 6 I 1	Demande de justificatif à l'exploitant	90 jours
7	Protection de la biodiversité	Arrêté Préfectoral du 13/01/2015, article 6 I 2	Demande de justificatif à l'exploitant	90 jours
9	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Demande de justificatif à l'exploitant	90 jours
10	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	Demande de justificatif à l'exploitant	90 jours
13	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	Demande de justificatif à l'exploitant	90 jours
14	Risques	Arrêté Ministériel du 27/08/2011, article 24	Demande de justificatif à l'exploitant	90 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Généralités	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2	Sans objet
2	Généralités	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2	Sans objet
4	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
5	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
8	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
11	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet
12	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Sans objet
15	Bruit	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 28	Sans objet
16	Bruit	Arrêté Préfectoral du 13/01/2015, article 8 alinea 1	Sans objet
17	Garanties financières	Code de l'environnement du 26/01/2017, article R. 515-101 I	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant ne respecte pas certaines dispositions réglementaires, notamment concernant la gestion des déchets.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Généralités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2
Thème(s) : Autre, OREOL
Prescription contrôlée : I. - Le pétitionnaire et l'exploitant sont tenus de déclarer les données techniques relatives à l'installation, incluant l'ensemble des aérogénérateurs et du (des) poste (s) de livraison. Les modalités de transmission et la nature des données techniques à déclarer sont définies par avis au Bulletin officiel du ministère de la transition écologique et solidaire.
Constats : L'exploitant a déclaré les données techniques relatives à l'installation, incluant l'ensemble des aérogénérateurs et du poste de livraison, sur le site internet OREOL.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Généralités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2
Thème(s) : Autre, OREOL
Prescription contrôlée : II. - A compter de la date de publication de l'avis visé au point I du présent article, la déclaration doit être réalisée, et le cas échéant mise à jour dans un délai maximal de quinze jours après chacune des étapes suivantes : - le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation environnementale prévue par l'article R. 181-12 du code de l'environnement ; - le dépôt d'un dossier au préfet pour le renouvellement de l'installation ; - la déclaration d'ouverture du chantier de construction d'un ou plusieurs aérogénérateurs y compris, le cas échéant, pour le renouvellement de l'installation ; - la mise en service industrielle des aérogénérateurs y compris, le cas échéant, après leur renouvellement ; - le démarrage du chantier de démantèlement de l'installation ; - la scission d'un parc éolien en plusieurs parcs. Lorsque l'étape correspondante a déjà été réalisée à la date de publication de l'avis visé au point I du présent article, la déclaration est réalisée dans les six mois après cette publication.
Constats : L'exploitant a déclaré sur OREOL l'ensemble des informations relatives aux différentes étapes de la vie du parc.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi environnemental
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation. Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.</p>
Constats : <p>L'exploitant a réalisé un suivi environnemental en 2018, 2019 et 2020.</p> <p>L'instruction de la demande d'autorisation a conduit à prescrire la mise en place d'une régulation « Chiroptères ». Ce bridage a été renforcé suite aux différents suivis. La dernière version de cette régulation est basée sur les bridages suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- un bridage sur seuils : du 15 mars au 15 avril puis du 15 juin au 15 octobre, de 30 min avant le coucher du soleil jusqu'à 2h après, puis 1h30 avant le lever du soleil et le lever du soleil, pour des températures supérieures à 12°C, pour des vitesses de vent inférieures à 6 m/s.- un bridage ProBat : combinaison d'un système prédictif de l'activité des chauves-souris et d'une détection de leur activité en temps réel sur deux des 8 éoliennes du parc. <p>Le rapport du suivi environnemental de 2020 conclut que cette régulation permet de protéger 91 % des contacts de chiroptères enregistrés.</p> <p>Ce nouveau bridage pourra être encadré par voie d'arrêté préfectoral complémentaire.</p> <p>Concernant l'avifaune, le rapport de suivi de 2020 conclut : Il est donc possible de conclure sur un maintien général des oiseaux nicheurs sur le parc depuis l'implantation des éoliennes sur le site. Toutefois, au regard des espèces contactées, le bureau d'études préconise de rajouter deux caméras, ce qui a été fait pour 2021.</p> <p>Le parc ayant été mis en service en 2018, il est rappelé qu'un suivi environnemental doit être réalisé en 2028 au plus tard. L'exploitant a informé l'inspection que celui-ci était prévu. Le protocole reconnu par le ministère dans sa dernière version devra être mis en œuvre.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant doit transmettre la consigne établie en cas de dysfonctionnement de la régulation chiroptères et des SDA au service de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 90 jours

N° 4 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi environnemental
Prescription contrôlée : Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.
Constats : Le rapport du suivi environnemental de 2020 mentionne explicitement qu'il a été réalisé selon le protocole reconnu par le ministre chargé des installations classées dans sa version de 2018.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi environnemental
Prescription contrôlée : Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.
Constats : L'exploitant a fourni les justificatifs du téléversement, en date du 28 mai 2021, des données des rapports de suivi environnemental de 2018, 2019 et 2020 dans l'outil de télé-service de « dépôt légal de données de biodiversité ».
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Protection de la biodiversité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2015, article 6 I 1
Thème(s) : Risques accidentels, SDA
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à éviter toute collision conduisant à une mortalité

d'espèces protégées et menacées.

Un système de détection d'oiseau (vision artificielle ou autre technique disponible) adapté aux différents types de vols en fonction des espèces et d'effarouchement sonore, est mis en place au moins sur les éoliennes E02 et E09. Ce dispositif doit permettre l'arrêt automatique des éoliennes en cas d'approche d'oiseau en vol dans la zone à risque de collision. Un dispositif d'arrêt automatique des éoliennes, sans effarouchement sonore, est mis en place sur les éoliennes E04 et E05 sur détection avifaune.

Toutes les données de ce dispositif (réglage des modules, analyse des images, déclenchement de l'effarouchement sonores, arrêt, maintenance, dysfonctionnement..) doivent être reportées à un poste de contrôle permettant le suivi et la sauvegarde de ces informations.

Une procédure définissant les modalités précises de fonctionnement, d'actions (effarouchement, réduction de la vitesse, arrêt des machines...) et de maintenance devra être transmise à l'inspecteur des installations classées dès la mise en place du dispositif.

L'exploitant s'assure également de la mise en place par le gestionnaire du réseau électrique, de balises épouvantails sur les lignes électriques de chaque côté du parc éolien avant la mise en service de celui-ci selon le calendrier et les conditions définis par le gestionnaire du réseau électrique.

Constats :

L'exploitant a mis en place un système de détection avifaunistique (SDA) sur son parc.

Le dispositif est supervisé par la plate-forme du fournisseur du système, Sens of life, avec un accès à l'exploitant.

L'exploitant n'a pas pu fournir :

- la procédure définissant les modalités précises de fonctionnement, d'actions (effarouchement, réduction de la vitesse, arrêt des machines...) et de maintenance. Cette procédure doit prendre en compte la modification apportée suite au rapport de suivi environnemental de 2020 (ajout de deux caméras).
- les justificatifs de la mise en place, par le gestionnaire du réseau électrique, de balises épouvantails sur les lignes électriques de chaque côté du parc éolien.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre au service de l'inspection :

- la procédure définissant les modalités précises de fonctionnement, d'actions (effarouchement, réduction de la vitesse, arrêt des machines...) et de maintenance prenant en compte la modification apportée suite au rapport de suivi environnemental de 2020 (ajout de deux caméras).
- les justificatifs de la mise en place, par le gestionnaire du réseau électrique, de balises épouvantails sur les lignes électriques de chaque côté du parc éolien.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 90 jours

N° 7 : Protection de la biodiversité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2015, article 6 I 2
Thème(s) : Risques accidentels, Bridage chiroptères
Prescription contrôlée : Les nacelles des éoliennes sont équipées d'une grille dont le dimensionnement ne permet pas l'entrée de chauve-souris. L'éclairage du site devra être réduit au maximum, selon la réglementation en vigueur concernant la sécurité. L'exploitant met en place un système de modulation sur l'ensemble des machines permettant un arrêt des éoliennes dans des conditions minimales suivantes : pour la période du 1er août au 15 octobre pour des vents inférieurs à 5 m/s et des températures supérieures à 15°C pendant la nuit, entre ½ H avant le coucher du soleil et 1 H ½ après le coucher du soleil. Une attention particulière est portée aux éoliennes E05 et E06 dans la mise en place de ce bridage.
Constats : Concernant les grilles équipant les nacelles, l'exploitant n'a pas pu justifier de leur présence. Par ailleurs, des grilles empêchant l'accès aux chiroptères équipent aussi le poste de livraison. Certaines étaient très abîmées voire absentes. Concernant l'éclairage, il est demandé de supprimer la détection automatique pour celui situé au-dessus de la porte d'accès de l'éolienne. Le parc est équipé d'un système de régulation pour les chiroptères ainsi que pour les oiseaux (voir constat n° 3).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre les justificatifs : - de la mise en place des grilles en nacelle ainsi que de celles des postes de livraison abîmées ou absentes, - de l'arrêt de la détection automatique pour l'éclairage situé au-dessus de la porte d'accès.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 90 jours

N° 8 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Accès
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou

de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
Constats : Lors de la visite, les éoliennes E2, E5 et E8 et les 2 postes de livraison étaient maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Panneaux et signalétique
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
Constats : Les numéros affichés sur les éoliennes correspondent à ceux déclarés sur OREOL et à ceux mentionnés par l'arrêté préfectoral du 13 janvier 2015 autorisant l'exploitation du parc. Toutefois, les numéros affichés sur les éoliennes ne sont pas placés de manière à être visible des voies d'accès. Enfin, les prescriptions à observer par les tiers sont affichées et lisibles sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur et sur les 2 postes de livraison.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre au service de l'inspection les justificatifs du repositionnement des numéros affichés sur les éoliennes.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 90 jours

N° 10 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15

Thème(s) : Risques accidentels, Formation et exercices
Prescription contrôlée : Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours. La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.
Constats : L'exploitant n'a pas pu justifier que son personnel et celui du maintenancier étaient formés sur les risques accidentels visés à la section 5 de l'arrêté du 26 août 2011, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter, et sur les consignes à suivre en cas d'urgence. Il n'a fourni que les formations et habilitations au titre du Code du travail. Le registre est en place mais ne comporte pas de lien vers les documents associés (rapports d'intervention, fiches mortalités...). L'exploitant doit prévoir un exercice en 2024, si possible avec le SDIS, sur les risques accidentels visés à la section 5.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre au service de l'inspection: - les justificatifs de la formation de son personnel et de celui du maintenancier, - le registre complété, - le compte-rendu de l'exercice réalisé en 2024, si possible avec le SDIS, sur les risques accidentels visés à la section 5.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 90 jours

N° 11 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien
Prescription contrôlée : L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
Constats : L'intérieur des aérogénérateurs n° E2, E5 et E8 était propre et aucun matériau combustible ou

inflammable n'y était entreposé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.
Constats : Le registre est bien en place via la GMAO du maintenancier ENERCON.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion déchet
Prescription contrôlée : L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.
Constats : Les bordereaux de suivi de déchets (BSD), générés via l'application TRACKDECHET, plateforme numérique visant à dématérialiser la traçabilité des déchets dangereux, sont au nom de la société exploitant le parc, par contre l'adresse est celui du siège et non à celle du parc éolien, qui est le producteur du déchet. Les 4 BSD fournis pour l'année 2023 ne comporte aucun traitement et par conséquent ne justifient pas de la bonne élimination des déchets. Pour rappel, en cas de « rupture de traçabilité de déchet » et donc transfert de la responsabilité du producteur, l'exploitant, en tant que producteur, doit s'assurer que la société traitant les déchets est bien autorisée par arrêté préfectoral à cette rupture de traçabilité. L'exploitant a mis en place un container pour les déchets sur le site du parc éolien équipé d'un extincteur.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>L'exploitant doit transmettre les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les BSD correctement remplis (adresse du producteur et opération d'élimination finale) pour 2023 et 2024, - le cas échéant l'arrêté autorisant la rupture de traçabilité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 90 jours

N° 14 : Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/08/2011, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre un incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni des rapports de contrôle du 17 juin 2023 pour les extincteurs des éoliennes et des postes de livraison.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Au regard de la date du dernier contrôle, l'exploitant doit transmettre au service de l'inspection le rapport du contrôle des extincteurs effectué en 2024.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 90 jours

N° 15 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 28
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures sonores
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-L'exploitant fait vérifier la conformité acoustique de l'installation aux dispositions de l'article 26 du présent arrêté. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du préfet, cette vérification est faite dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle. Dans le cas d'une dérogation accordée par le préfet, la conformité acoustique de l'installation doit être vérifiée au plus tard dans les 18 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.</p> <p>II.-Les mesures effectuées pour vérifier le respect des dispositions de l'article 26, ainsi que leur traitement, sont conformes au protocole de mesure acoustique des parcs éoliens terrestres</p>

reconnu par le ministre chargé des installations classées.
Constats : Le rapport de contrôle acoustique n° R190227-JG de la campagne réalisée en 2019 met en évidence le respect des valeurs limites pour le parc éolien ainsi que le respect de valeurs limites d'émergence.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2015, article 8 alinea 1
Thème(s) : Risques chroniques, Bridage acoustique
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place le plan de gestion sonore des aérogénérateurs défini ci-après selon la période, le secteur et la vitesse de vent, afin de garantir le respect des niveaux de bruit et des émergences admissibles imposées par l'article 26 de l'arrêté du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées : - Vent de Sud-Est, période nocturne : Fonctionnement selon le plan de bridage en annexe au présent arrêté. Toute modification de ce plan de bridage ne pourra intervenir qu'après accord de l'inspection des installations classées
Constats : Malgré les conclusions du rapport (voir point précédent), l'exploitant a mis en place un bridage acoustique pour les habitations voisines par vent de Sud-Est.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Garanties financières

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/01/2017, article R. 515-101 I
Thème(s) : Autre, Garanties financières
Prescription contrôlée : Ila mise en service d'une installation de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent soumise à autorisation au titre du 2° de l'article L. 181-1 est subordonnée à la constitution de garanties financières visant à couvrir, en cas de défaillance de l'exploitant lors de la remise en état du site, les opérations prévues à l'article R. 515-106. Le montant des garanties financières exigées ainsi que les modalités d'actualisation de ce montant sont fixés par l'arrêté d'autorisation de l'installation.
Constats :

L'exploitant a fourni une attestation de garanties financières allant jusqu'à fin 2027.
Type de suites proposées : Sans suite